

Étranglée par les impôts

Didier Maurin Finance



En Europe, nous ne sommes pas à la fin de la crise... ni même au milieu... nous en sommes au début...

Et ce sont peut-être les épargnants qui placent à taux garantis, c'est-à-dire ceux qui font confiance à la signature de l'État, qui vont la payer.

En effet, à l'heure actuelle, continuer à placer son argent de cette manière, c'est quelque part continuer à financer le déficit de l'État français, qui pèse maintenant plus de 1 500 Mds€, en espérant qu'il finira par le rembourser dans son intégralité.

Dernièrement, pour plaire aux marchés financiers internationaux – n'oublions pas que ce sont eux également qui achètent la dette de l'État sous forme d'obligations à taux garantis – le gouvernement actuel a décidé d'augmenter très nettement le montant des charges et des impôts pour bien leur prouver qu'il disposera des rentrées suffisantes pour rembourser ses dettes.

Et c'est précisément ce phénomène qui nous inquiète.

En effet, nos politiciens, sans doute « court-termistes » comme le sont beaucoup, étranglent en ce moment même « à grands coups d'impôts » une économie encore en quasi-récession parce qu'ils sont tétanisés par le phénomène grec, à savoir une incapacité potentielle de l'État de faire face à ses dettes.